

Les inspecteurs et inspecteurs principaux pour lesquels l'actuel statut pécuniaire est plus avantageux, conservent ce régime aussi longtemps qu'il leur est plus favorable.

2. Durant la session de travail parlementaire qui a précédé la publication de la loi du 15 juillet 1992 modifiant la nouvelle loi communale, le fait que l'application de l'article 194 de la nouvelle loi communale pourrait poser problème dans la hiérarchie des grades de la police communale urbaine a été soulevé.

Il est en effet possible que dans un même corps de police, l'inspecteur de police qui réunit les conditions de formation imposées par le Roi puisse avoir la qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi, alors que l'inspecteur principal de police qui n'a pas satisfait à ces conditions n'ait pas, quant à lui, cette qualité.

Toutefois, il ne doit pas y avoir là de problème de hiérarchie. La qualité d'officier de police judiciaire revient au fonctionnaire de police auquel la loi reconnaît explicitement cette qualité. Tous les autres fonctionnaires de police sont agents de la police judiciaire.

Lorsque donc en pratique l'inspecteur de police, officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi exerce son service, il reste hiérarchiquement inférieur à l'inspecteur principal de police. Au moment où, dans l'exercice de ses missions de police judiciaire, il peut exercer ses compétences particulières, il le fera sous l'autorité des commissaires et commissaires adjoints de police, seulement pour les compétences que ceux-ci lui ont déléguées. Cela signifie concrètement que dans des cas bien déterminés et sous l'autorité des commissaires et commissaires adjoints de police, les inspecteurs de police, officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur du Roi peuvent exercer certaines compétences que d'autres fonctionnaires de police, agents de police judiciaire, ne peuvent exercer.

Cependant cette qualité ne change rien à l'organisation du service ni à la hiérarchie des grades.

Le chef de corps a d'ailleurs la responsabilité de veiller à ce que dans l'organisation du service aucune mauvaise interprétation ne puisse avoir lieu.

J'attire encore votre attention sur le fait que les membres de la police urbaine qui sont revêtus de la qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi, ne peuvent faire l'objet de sanctions disciplinaires pour des faits commis dans l'exercice de leurs missions de police judiciaire, que sur la proposition ou avec l'accord du procureur général près la cour d'appel.

Vous voudrez bien, Monsieur le Gouverneur, indiquer au Mémoire Administratif la date à laquelle la présente circulaire a été publiée au *Moniteur belge*.

Le Ministre,
L. Tobback.

De inspecteurs en de hoofdinspecteurs voor wie de huidige bezoldigingsregeling voordeliger is behouden deze regeling zolang deze voor hen voordeliger is.

2. Tijdens de parlementaire werkzaamheden die aan de publicatie van de wet van 15 juli 1992 houdende wijziging van de nieuwe gemeentewet, zijn voorafgegaan, werd geopperd dat de toepassing van het artikel 194 van de nieuwe gemeentewet problemen zou opleveren in de hiërarchie van de graden van de stedelijke politie.

Het is inderdaad mogelijk dat in éénzelfde politiekorps de inspecteur van politie die aan de door de Koning vastgestelde opleidingsvoorwaarden voldoet, de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie-hulpofficier van de procureur des Konings verkrijgt, terwijl de hoofdinspecteur van politie die niet aan de opleidingsvoorwaarden voldoet, deze hoedanigheid niet verkrijgt.

Nochtans is dit geen probleem van hiërarchie. De hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie komt toe aan die politieambtenaren aan wie de wet die hoedanigheid uitdrukkelijk toekent. Alle andere politieambtenaren zijn agenten van gerechtelijke politie.

Wanneer dus, in de praktijk, de inspecteur van politie, officier van gerechtelijke politie-hulpofficier van de procureur des Konings zijn dienst uitoefent, blijft hij hiërarchisch ondergeschikt aan de hoofdinspecteur van politie. Op het ogenblik dat hij, bij de uitoefening van opdrachten van gerechtelijke politie, zijn bijzondere ambtsbevoegdheden kan uitoefenen, zal hij dit doen onder het gezag van de commissarissen en adjunct-commissarissen van politie, en dan nog slechts voor die ambtsbevoegdheden die deze aan hem hebben overgedragen. Concreet betekent dit dat de inspecteurs van politie, officier van gerechtelijke politie-hulpofficier van de procureur des Konings in welbepaalde gevallen en onder gezag van de commissarissen en de adjunct-commissarissen van politie, bepaalde bevoegdheden mogen uitoefenen die andere politieambtenaren, agenten van gerechtelijke politie, niet kunnen uitoefenen.

Maar aan de organisatie van de dienst, en aan de hiërarchie der graden verandert deze hoedanigheid niets.

Het is trouwens de verantwoordelijkheid van de korpschefs om erop toe te zien dat in de organisatie van de dienst elke foutieve interpretatie onmogelijk wordt.

Ik wijs er nog op dat aan de leden van de stedelijke politie die bekleed zijn met de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie-hulpofficier van de procureur des Konings geen tuchtstraffen kunnen worden opgelegd voor feiten begaan in de uitoefening van hun opdrachten van gerechtelijke politie, dan op voorstel of met instemming van de procureur-generaal bij het hof van beroep.

Ik verzoek U, Mijnheer de Gouverneur, in het Bestuursmemoriaal de datum aan te duiden waarop deze omzendbrief bekendgeraakt werd in het *Belgisch Staatsblad*.

De Minister,
L. Tobback.

EXECUTIFS — EXECUTIEVEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTÈRE DE LA REGION WALLONNE

[C — 27195]

18 MARS 1993. — Circulaire ministérielle relative aux conditions d'acceptabilité et aux modalités d'élaboration des contrats de rivière en Région wallonne

Aux députations permanentes des conseils provinciaux,

Aux collèges des bourgmestres et échevins des villes et communes wallonnes,

Considérant que le milieu aquatique est soumis de manière permanente à l'impact des diverses activités humaines (urbanisation, agriculture, industrie, activités ménagères, loisirs ...);

Considérant que leurs incidences et les mesures de protection qui en résultent font l'objet généralement d'analyses et de solutions ponctuelles;

Considérant que des actions concertées à tous les niveaux, notamment avec les usagers et les riverains des cours d'eau, apparaissent indispensables au développement de solutions durables;

Considérant la demande pressante des personnes tant publiques que privées en faveur de projets locaux qui allient développement socio-économique et gestion globale du milieu aquatique, et compte tenu des nombreux domaines d'investigation potentiellement impliqués par de telles initiatives;

Considérant qu'il entre dans les compétences du Ministre ayant l'Environnement et l'Eau dans ses attributions de soutenir ces initiatives et d'informer les personnes désireuses de promouvoir de tels projets dits de « contrat de rivière »;

Vu la déclaration de politique régionale de l'Exécutif régional wallon du 22 janvier 1992, décide de sortir la présente circulaire qui vise à uniformiser l'ensemble des démarches entreprises en Région wallonne sous cette appellation.

CHAPITRE Ier — Définition et objectifs

Le contrat de rivière est un protocole d'accord entre l'ensemble des acteurs publics et privés sur des objectifs visant à concilier les multiples fonctions et usages des cours d'eau, de leurs abords et des ressources en eau du bassin. Ce protocole peut être institué sous forme de charte.

Le contrat de rivière engage ses signataires, chacun dans le cadre de ses responsabilités, à atteindre des objectifs déterminés dans des délais raisonnables et à en assurer l'exécution.

Il s'agit ainsi, particulièrement dans le chef des acteurs locaux, d'étudier des actions qu'ils peuvent eux-mêmes mettre en œuvre pour atteindre les objectifs qu'ils se fixent dans les limites géographiques visées par le contrat et dont l'axe est la rivière.

Les objectifs visent à restaurer, à protéger et à valoriser les ressources en eau du bassin en intégrant harmonieusement l'ensemble des caractéristiques propres à la rivière.

La démarche du contrat de rivière exige aussi la sensibilisation, l'information et la participation de l'ensemble des acteurs qui résident dans la zone couverte par le contrat, en vue de favoriser le développement d'une dynamique durable.

CHAPITRE II — Modalités d'élaboration

La procédure d'élaboration d'un contrat de rivière comprend plusieurs étapes :

1. Phase d'initialisation du projet :

1a. Constitution d'un dossier préparatoire

1b. Préparation d'une convention d'étude

2. Approbation de la convention d'étude

3. Exécution de la convention d'étude

4. Signature du contrat de rivière

5. Mise en place d'un comité de suivi et exécution des engagements

1° Phase d'initialisation du projet :

1a. Constitution d'un dossier préparatoire

L'initiateur peut être toute personne privée ou publique (province, commune ou intercommunale) désireuse de développer des solutions concertées pour la protection de la rivière et des ressources en eau du bassin.

L'initiateur propose à la (aux) commune(s) intéressée(s) le lancement d'un projet de contrat de rivière.

La (les) commune(s) ayant marqué son (leur) accord introduit(introduisent), avec le concours de l'initiateur, un dossier préparatoire auprès de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement de la Région wallonne.

Le dossier contient les éléments suivants :

- a. une présentation de l'initiateur;
- b. la zone concernée par le projet et la liste des communes dont le territoire recouvre en tout ou en partie ladite zone;
- c. une étude bibliographique relative à la situation existante;
- d. une définition de l'état initial du réseau hydrographique concerné, établi au départ des données disponibles;
- e. un récapitulatif des intérêts ou problèmes locaux qui plaident en faveur de la mise en place d'un contrat de rivière;
- f. l'engagement du (des) conseil(s) communal(aux) sur l'esprit du contrat de rivière tel que défini au chapitre Ier et sur le récapitulatif des objectifs et des intérêts locaux collectifs;
- g. l'avis de la (des) députation(s) permanente(s) sur le dossier si la province est partie prenante;
- h. la nature et les résultats de l'ensemble des consultations déjà engagées;
- i. les structures locales existantes qui acceptent de servir de relais pour l'élaboration du contrat et leurs moyens (appuis logistique, technique, scientifique, financier ...);
- j. une proposition d'auteur(s) de projet et les éléments qui justifient cette proposition.

1b. Préparation d'une convention d'étude

Sur base du dossier complet, l'Administration, de concert avec l'initiateur, établit un projet de convention d'étude portant sur l'élaboration du projet de contrat de rivière.

Pour être pris en considération, le projet de convention doit répondre aux conditions suivantes :

- a. désigner l'auteur de ce projet;
- b. préciser le rôle de l'auteur de projet dont la mission finale est l'élaboration d'un projet de contrat de rivière et qui doit en étudier sa faisabilité, sa mise en place et son exécution;
- c. préciser les méthodes de participation des parties intéressées et la méthodologie générale qui sera suivie;
- d. définir les domaines d'activité sur lesquels portera le contrat de rivière;
- e. préciser le programme à réaliser dans le cadre de la convention d'étude et définir le planning;
- f. proposer la composition du comité de rivière; ce dernier a pour mission :
 - de veiller à la bonne exécution de la convention; il en est l'organe de gestion;
 - de favoriser la recherche de solutions concertées pour l'élaboration du contrat de rivière;
- g. établir les prévisions budgétaires;
- h. indiquer les sources de financement et les contributions de chacun des souscripteurs (hors apports en nature), voir chapitre III;

- i. définir la durée de la mission (trois ans maximum) et la répartition annuelle du budget;
j. prévoir une comptabilité spécifique pour la gestion de la convention.

Le comité de rivière est composé de représentants des parties intéressées à la réalisation du contrat de rivière.

Il peut comporter notamment des représentants :

- de la Commission des Eaux;
- de la (des) commune(s) concernée(s);
- de la (des) province(s) concernée(s);
- des administrations et organismes compétents;
- des acteurs locaux intéressés.

La (les) commune(s) et l'initiateur ayant marqué leur accord sur le projet de convention, le dossier préparatoire et le projet de convention sont introduits chez le Ministre.

2° Approbation du projet de convention d'étude :

Le Ministre compétent dans le domaine de l'eau soumet, pour avis, le projet de convention à la Commission des Eaux.

Sur base du rapport dressé par l'Administration et de l'avis donné par la Commission, le Ministre peut approuver le projet de convention d'étude et la désignation de l'auteur de projet, dans la limite des disponibilités budgétaires de la Région.

3° Exécution de la convention :

L'auteur de projet met en place le comité de rivière dans les soixante jours suivant la date de notification par le Ministre de la convention d'étude.

Le comité choisit un président en son sein et détermine son règlement d'ordre intérieur.

Le comité se réunit au moins trois fois l'an.

L'auteur de projet fait parvenir à chaque membre du comité de rivière un rapport intermédiaire tous les quatre mois, dans lequel est présentée l'évolution de l'étude et sont détaillés les problèmes rencontrés.

Chaque rapport est approuvé par le comité de rivière.

Au terme de la convention, l'auteur de projet dépose un rapport final et un projet de contrat de rivière; le rapport et le projet sont approuvés par le comité de rivière. Un exemplaire des documents est remis à chaque membre du comité de rivière et quatre exemplaires sont remis à l'Administration.

Le projet de contrat de rivière, rédigé par l'auteur de projet, est notamment conçu en tenant compte des accords dégagés au sein du comité de rivière, au terme d'une large information et concertation entre toutes les parties intéressées.

Le projet de contrat de rivière :

- rappelle les différents usages locaux du cours d'eau et de ses abords, ainsi que les intérêts représentatifs de ces usages;
- énonce les éléments de valeur liés au milieu aquatique et à son environnement dans la zone considérée;
- inventorie et hiérarchise les nuisances existantes au sein de la zone considérée et qui exercent une incidence sur son environnement;
- énonce l'ensemble des propositions adoptées en concertation tant dans le domaine curatif (solutions aux nuisances existantes) que dans le domaine préventif (maintien et protection des éléments de valeur);
- établit le programme des actions pour lesquelles des accords ont pu être dégagés, avec pour chacune d'elles : l(es) objectif(s) poursuivi(s), les moyens nécessaires (humains, technologiques, réglementaires, ...), les besoins financiers, les engagements de financement, le planning et le degré d'urgence;
- précise la composition du comité de suivi qui assure l'exécution du contrat;
- comprend un programme de sensibilisation du public et des institutions scolaires, notamment en ce qui concerne les droits et devoirs de chacun en rapport avec les objectifs visés.

4° Signature du contrat de rivière :

Le contrat de rivière est signé par l'ensemble des acteurs publics et privés qui, dans le cadre de leur responsabilité, s'engagent à atteindre les objectifs fixés dans le contrat et ce, dans les délais raisonnables.

Le contrat de rivière peut être consulté par la population dans les administrations communales concernées. Le comité de rivière veille à ce que le contrat soit l'objet d'une large publicité.

5° Mise en place d'un comité de suivi et exécution des engagements :

Le respect des engagements pris par les différents signataires et la coordination des actions sont assurées par un comité de suivi mis en place par le comité de rivière qui veille à une représentation équilibrée des différents acteurs. Dès la constitution du comité de suivi, le comité de rivière met fin à sa mission.

L'exécution des engagements s'opère dans le respect d'une large concertation.

Le comité de suivi est chargé d'établir, avec les communes concernées, un rapport annuel sur l'évolution de l'application du contrat. A ce titre, il indique les aménagements effectués et les mesures prises au cours de l'année écoulée ainsi que les prévisions pour l'année en cours.

CHAPITRE III — Financement de la convention d'étude

Le financement de la convention d'étude peut être pris en charge par :

- la Région wallonne (Ministre compétent pour l'eau);
- la (les) province(s);
- la (les) commune(s);
- tout autre partenaire désireux de soutenir financièrement le projet.

L'intervention totale de la Région est limitée, pour la durée du contrat, à la somme des montants affectés par la (les) commune(s), avec un maximum de 3,5 millions FB.

Bruxelles, le 18 mars 1993.

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. Lutgen.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C — 27195]

**18 MÄRZ 1993. — Ministerielles Rundschreiben
über die Zulässigkeitsbedingungen und die Modalitäten der Flußabkommen in der Wallonischen Region**

Den ständigen Ausschüssen der Provinzrate,

Den Schöffen- und Bürgermeisterkollegien der wallonischen Städte und Gemeinden,

In der Erwägung, daß die verschiedenen menschlichen Aktivitäten (Städtebau, Landwirtschaft, Industrie, Haushalts- und Freizeitaktivitäten) sich ständig auf die aquatische Umwelt auswirken;

In der Erwägung, daß ihre Auswirkungen und die entsprechend getroffenen Schutzmaßnahmen gewöhnlich Gegenstand punktueller Untersuchungen und Lösungen sind;

In der Erwägung, daß Maßnahmen, die auf jeder Ebene, insbesondere mit den Benutzern und Anliegern der Wasserläufe abgesprochen werden, sich für die Entwicklung dauerhafter Lösungen als unentbehrlich erweisen;

In Erwägung des dringenden Wunsches der juristischen Personen sowohl des öffentlichen als auch des Privatrechts nach lokalen Projekten, die sozial-wirtschaftliche Entwicklung mit globalen Wasserbewirtschaftung verbinden, und in Anbetracht der zahlreichen Untersuchungsbereiche, die von solchen Initiativen betroffen werden könnten;

In der Erwägung, daß es dem Minister, zu dessen Zuständigkeiten die Umwelt und das Wasser gehören, obliegt, diese Initiativen zu unterstützen und die Personen zu informieren, die solche als « Flußabkommen » bezeichnete Projekte fördern möchten;

Aufgrund der Erklärung der Wallonischen Regionalexekutive vom 22. Januar 1992 über die regionale Politik, beschließt, vorliegendes Rundschreiben zur Vereinheitlichung der gesamten in der Wallonischen Region unter dieser Bezeichnung unternommenen Schritte zu erlassen.

KAPITEL I — Definition und Zwecke

Das Flußabkommen ist ein Protokoll des Abkommens zwischen den gesamten öffentlichen und privaten betroffenen Personen über Maßnahmen zur Vereinbarung der zahlreichen Funktionen und Gebräuche der Wasserläufe, deren Umgebung und des Beckenwasservorrats. Dieses Protokoll kann als Charta eingeführt werden.

Das Flußabkommen verpflichtet seine Unterzeichner, jeden im Rahmen seiner Verantwortlichkeiten, bestimmte Zwecke innerhalb vernünftiger Friste zu erreichen und für ihre Ausführung zu sorgen.

Insbesondere die lokalen Beteiligten sollen also Aktionen planen, die sie selbst durchführen können, um die Zwecke, die sie sich innerhalb der im Vertrag um den Fluß festgelegten geographischen Grenzen gesetzt haben, zu erreichen.

Die Maßnahmen bezwecken die Erneuerung, den Schutz und die Aufwertung des Beckenwasservorrats durch die harmonische Integrierung der gesamten Eigenschaften des Flusses.

Das Bestehen eines Flußabkommens erfordert ebenfalls die Sensibilisierung, die Information und die Beteiligung aller Interessierten, die in dem durch den Vertrag betroffenen Gebiet wohnen, zwecks der Entwicklung einer dauerhaften Dynamik.

KAPITEL II — Modalitäten der Ausarbeitung

Das Ausarbeitungsverfahren eines Flußabkommens besteht aus mehreren Stufen :

1. Ausgangsphase des Projekts :

1a. Anlegen einer vorbereitenden Akte

1b. Vorbereitung einer Studienvereinbarung

2. Billigung der Studienvereinbarung

3. Durchführung der Studienvereinbarung

4. Unterzeichnung des Flußabkommens

5. Errichtung eines Ausschusses zur Verarbeitung und zur Ausführung der Verpflichtungen

1^o Ausgangsphase des Projekts :

1a. Anlegen einer vorbereitenden Akte

Der Förderer kann jede juristische Person des Privats- oder des öffentlichen Rechts sein (Provinz, Gemeinde oder Interkommunale), die abgesprochene Lösungen zum Schutz des Flusses und des Wasserbeckenorrats entwickeln möchte.

Der Förderer schlägt der (den) betroffenen Gemeinde(n) die Einführung eines Flußabkommensprojekts vor.

Mit Hilfe des Förderers legt (legen) die Gemeinde(n), die ihre Zustimmung gegeben hat (haben), der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt der Wallonischen Region eine vorbereitende Akte vor :

Die Akte beinhaltet folgendes :

a. eine Vorstellung des Förderers;

b. die durch das Projekt betroffene Zone und die Liste der Gemeinden, deren Gebiet die besagte Zone ganz oder teilweise deckt;

c. eine bibliographische Studie über den bestehenden Zustand;

d. eine Definition des nach den verfügbaren Daten aufgestellten anfänglichen Standes des betroffenen hydrographischen Netzes;

e. eine Zusammenfassung der lokalen Interessen oder Probleme, die für die Einführung eines Flußabkommens sprechen;

f. die Verpflichtung des (der) Gemeinderats(rate) über den Geist des Flußabkommens im Sinne von Kapitel I und über die Zusammenfassung der Maßnahmen und der lokalen Kollektivinteressen;

g. das Gutachten des (der) ständigen Ausschusses (Ausschüsse) über die Akte, wenn die Provinz sich daran beteiligt;

h. die Art und die Ergebnisse der sämtlichen schon angefangenen Beratungen;
 i. die bestehenden lokalen Strukturen, die bereit sind, als Vermittler für die Ausarbeitung des Abkommens zu dienen, sowie ihre Mittel (logistische, technische, wissenschaftliche, finanzielle Mittel usw.);
 j. einen Vorschlag eines (oder mehrerer) Projektauthors (autoren) und die Elemente, die diesen Vorschlag begründen.

1b. Vorbereitung einer Studienvereinbarung

— Auf der Grundlage der vollständigen Akte stellt die Verwaltung zusammen mit dem Förderer einen Studienvereinbarungsentwurf bezüglich der Ausarbeitung des Flußabkommensprojekts auf.

— Um berücksichtigt zu werden, muß der Vereinbarungsentwurf folgende Bedingungen erfüllen :

- a. den Autor dieses Projektes nennen;
- b. die Rolle des Projektauthors, dessen Endaufgabe die Ausarbeitung eines Flußabkommens ist und der seine Durchführbarkeit, seine Einführung und seine Durchführung studieren muß, beschreiben.
- c. die Beteiligungsmethoden der Betroffenen und die allgemeine Methodologie, die verfolgt wird, genau angeben;
- d. die Tätigkeitsbereiche, auf die das Flußabkommen Anwendung finden wird, bestimmen;
- e. das im Rahmen der Studienvereinbarung durchzuführende Programm beschreiben und die Planung bestimmen;
- f. die Zusammensetzung des Flußausschusses vorschlagen, dessen Aufgabe darin besteht :
 — für die gute Ausführung der Vereinbarung zu sorgen; er ist ihre Verwaltungsstelle;
 — die Suche nach abgesprochenen Lösungen für die Ausarbeitung des Flußabkommens zu fördern;
- g. die Haushaltsvoranschläge aufstellen;
- h. die Finanzierungsquellen und die Beteiligung jedes Unterzeichners (ohne Sacheinlage) angeben, siehe Kapitel III;
- i. die Dauer der Aufgabe (höchstens drei Jahre) und die jährliche Verteilung des Haushalts bestimmen;
- j. eine spezifische Buchhaltung für die Verwaltung der Vereinbarung vorsehen.

Der Flußausschuß setzt sich aus den Vertretern der durch die Durchführung eines Flußabkommens betroffenen Personen zusammen.

Er kann nämlich aus Vertretern :

- der Kommission für Wasser;
- der betroffenen Gemeinde(n);
- der betroffenen Provinze(n);
- der zuständigen Verwaltungen und Anstalten;
- der lokalen Interessierten bestehen.

Nachdem die Gemeinde(n) und der Förderer dem Vereinbarungsentwurf zugestimmt haben, werden die vorbereitende Akte und der Vereinbarungsentwurf dem Minister vorgelegt.

2° Billigung des Studienvereinbarungsentwurf :

Der für Wasser zuständige Minister legt den Vereinbarungsentwurf der Kommission für Wasser mit der Bitte um Stellungnahme vor.

Auf der Grundlage des durch die Verwaltung erstatteten Berichtes und des durch die Kommission abgegebenen Gutachtens kann der Minister den Vereinbarungsentwurf und die Bezeichnung des Projektauthors im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel der Region billigen.

3° Ausführung der Vereinbarung :

Innerhalb von sechzig Tagen nach der Bekanntmachung der Studienvereinbarung durch den Minister errichtet der Projektautor den Flußausschuß. Der Ausschuß bezeichnet einen Vorsitzenden aus seiner Mitte und bestimmt seine Dienstordnung.

Der Ausschuß tagt mindestens drei Mal im Jahr.

Alle vier Monate schickt der Projektautor jedem Mitglied des Flußausschusses einen Zwischenbericht, in dem die Entwicklung der Studie dargestellt wird und die getroffenen Probleme aufgeführt werden.

Jeder Bericht wird vom Flußausschuß gebilligt.

Nach Ablauf der Vereinbarung legt der Projektautor einen Endbericht und einen Flußabkommensentwurf vor; der Bericht und der Entwurf werden vom Flußausschuß gebilligt. Jedes Mitglied des Flußausschusses erhält eine Ausfertigung der Unterlagen und die Verwaltung erhält vier Ausfertigungen.

Bei der Verfassung des Flußabkommensentwurfs berücksichtigt der Projektautor nämlich die Übereinstimmungen, die innerhalb des Flußausschusses nach umfassender Information und Beratung zwischen allen Beteiligten erreicht werden.

Das Flußabkommensprojekt :

— macht auf die sämtlichen lokalen Gebräuche der Wasserläufe und deren Umgebung, sowie auf die repräsentativen Interessen dieser Gebräuche aufmerksam;

— legt die mit dem Wasser und seiner Umgebung im betroffenen Gebiet verbundenen Wertelemente dar;

— verzeichnet und bringt in eine Rangordnung die schädlichen Einwirkungen, die in dem betroffenen Gebiet bestehen und sich auf die Umwelt auswirken;

— formuliert alle nach Beratung angenommenen Vorschläge sowohl im Pflegebereich (Lösung für die bestehenden schädlichen Einwirkungen) als auch für die Vorbeugung (Instandhaltung und Schutz der Wertelemente);

— setzt das Programm der Maßnahmen fest, für die Übereinstimmungen erreicht werden konnten, mit für jede Maßnahme : dem (den) verfolgten Ziel(en), den erforderlichen (menschlichen, technologischen, regelmäßigen, ...) Mitteln, dem finanziellen Bedarf, den vorzunehmenden Ausgaben, der Planung, dem Dringlichkeitsgrad;

— bestimmt die Zusammensetzung des Ausschusses, der mit der Weiterbearbeitung und die Durchführung des Abkommens beauftragt ist;

— beinhaltet ein Programm zur Sensibilisierung der öffentlichen Meinung und der Schuleinrichtungen, insbesondere was die Rechte und Pflichten von jedem bezüglich der verfolgten Ziele betrifft.

4° *Unterzeichnung des Flußabkommens :*

Das Flußabkommen wird von allen öffentlichen und privaten Beteiligten unterzeichnet; dadurch verpflichten sie sich im Rahmen ihrer Verantwortlichkeit, die im Abkommen gesetzten Ziele innerhalb vernünftiger Friste zu erreichen.

Das Flußabkommen kann in den betroffenen Gemeindeverwaltungen von der Bevölkerung eingesehen werden. Der Flußausschuß sorgt für eine große Offenkundigkeit des Abkommens.

5° *Einführung eines Ausschusses für die Weiterbearbeitung und die Ausführung der Verpflichtungen :*

Die Einhaltung der von den verschiedenen Unterzeichnern eingegangenen Verpflichtungen und die Koordinierung der Maßnahmen obliegen einem Ausschuß für die Weiterbearbeitung, der durch das Flußabkommen mit Beachtung einer ausgeglichenen Vertretung der sämtlichen Beteiligten errichtet wird. Sobald der Ausschuß für die Weiterbearbeitung errichtet worden ist, ist die Aufgabe des Flußausschusses beendet.

Die Ausführung der Verpflichtungen erfolgt nach ausführlicher Beratung.

Der Ausschuß für die Weiterbearbeitung ist damit beauftragt, zusammen mit den betroffenen Gemeinden einen jährlichen Bericht über die Entwicklung der Anwendung des Abkommens zu erstatten. In diesem Rahmen gibt er die ausgeführten Anlegenarbeiten und die im Laufe des vergangenen Jahres getroffenen Maßnahmen sowie die Voranschläge für das laufende Jahr an.

KAPITEL III — *Finanzierung der Studienvereinbarung*

Die Finanzierung der Studienvereinbarung kann von :

- der Wallonischen Region (zuständigem Minister für das Wasser);
- der (den) Provinz(en);
- der (den) Gemeinde(n);
- jedem anderen Beteiligten, der für das Projekt eine finanzielle Beihilfe bringen möchte, übernommen werden.

Die gesamte Beteiligung der Region ist für die Dauer des Abkommens auf die Summe der durch die Gemeinden zugeteilten Beträge bis zur Höhe von 3,5 Millionen BEF begrenzt.

Brüssel, den 18. März 1993.

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. Lutgen.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[C — 27195]

**18 MAART 1993. — Ministeriële omzendbrief
betreffende de toelaatbaarheidsvoorwaarden en de uitwerkingsmodaliteiten
van de riviercontracten in het Waalse Gewest**

Aan de bestendige deputaties van de provincieraden,

Aan de colleges van burgemeesters en schepenen van de Waalse steden en gemeenten,

Overwegende dat de aquatische wereld permanent blootstaat aan de gevolgen van de menselijke activiteiten (verstedelijking, landbouw, industrie, huishoudelijke werkzaamheden, vrijetijdsbesteding,...);

Overwegende dat hun effecten en de daaruit voortvloeiende beschermingsmaatregelen doorgaans het voorwerp zijn van gerichte onderzoeken en oplossingen;

Overwegende dat acties waarvoor op alle niveaus overleg wordt gepleegd, inzonderheid met de gebruikers van de waterlopen en de mensen die erlangs wonen, onontbeerlijk worden geacht voor de totstandkoming van duurzame oplossingen;

Gelet op de door zowel publiekrechtelijke personen als particulieren dringend aangevraagde lokale ontwerpen waarbij de socio-economische ontwikkeling alsook een globaal beheer van de aquatische wereld worden beoogd, en rekening houdend met de talrijke onderzoeksgebieden die mogelijk betrokken zijn bij dergelijke initiatieven;

Overwegende dat de met Leefmilieu en Water belaste Minister bevoegd is om voornoemde initiatieven te steunen en de personen in te lichten die dergelijke ontwerpen, namelijk de « riviercontracten », wensen aan te moedigen;

Gelet op de verklaring van de Waalse Gewestexecutieve van 22 januari 1992 met betrekking tot het gewestelijk beleid,
beslist deze omzendbrief uit te brengen die het geheel van de in het Waalse Gewest onder deze benaming ondernomen stappen tracht gelijkvormig te maken.

HOOFDSTUK I. — *Bepaling en doelstellingen*

Het riviercontract is een tussen alle publiekrechtelijke en particuliere belanghebbenden gesloten overeenkomstprotocol betreffende de doelstellingen die de talrijke functies en gebruiken van de waterlopen, hun omgeving en de watervoorraad van het bekken trachten te verenigen. Het protocol kan de vorm van een charter aannemen.

In het riviercontract verbinden de ondertekenaars zich ertoe, ieder in het kader van zijn eigen verantwoordelijkheden, de vastgestelde doelstellingen binnen een redelijke termijn te bereiken en voor de uitvoering van voornoemd contract te zorgen.

Zo moeten met name de plaatselijke belanghebbenden acties bestuderen die zij zelf tot stand kunnen brengen om de door hen binnen de in het contract bedoelde geografische grenzen vastgestelde doelstellingen te bereiken en waarvan de as de rivier is.

De doelstellingen bestaan erin de watervoorraad van het bekken te vernieuwen, te beschermen en te waarderen door een harmonieuze integratie van elk element dat eigen is aan de rivier.

Teneinde de ontwikkeling van een duurzame dynamiek in de hand te werken, vereist de verwezenlijking van het riviercontract eveneens de bewustmaking, de inlichting en de medewerking van alle belanghebbenden die binnen het bij het contract betrokken gebied wonen.

HOOFDSTUK II — *Uitwerkingsmodaliteiten*

De uitwerkingsprocedure van een riviercontract kan in verschillende fasen worden ingedeeld :

1. Inleidingsfase van het project :

1a. Samenstelling van een voorbereidend dossier

1b. Voorbereiding van een onderzoeksovereenkomst

2. Goedkeuring van de onderzoeksovereenkomst

3. Uitvoering van de onderzoeksovereenkomst

4. Ondertekening van het riviercontract

5. Oprichting van een follow-up-comité en uitvoering van de aangegane verbintenissen

1° Inleidingsfase van het project :

1a. Samenstelling van een voorbereidend dossier

De initiatiefnemer kan elke particulier of publiekrechtelijke persoon zijn (provincie, gemeente of intercommunale) die overlegde oplossingen wenst uit te werken met het oog op de bescherming van de rivier en de watervoorraad van het bekken.

De initiatiefnemer stelt de belanghebbende gemeente(n) voor een ontwerp van riviercontract op touw te zetten.

De gemeente(n) die daarmee heeft (hebben) ingestemd, moet(en), met de medewerking van de initiatiefnemer, een voorbereidend dossier indienen bij de « Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » (Algemeen Bestuur Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu) van het Waalse Gewest.

Het dossier bevat volgende elementen :

a. een voorstelling van de initiatiefnemer;

b. het bij het ontwerp betrokken gebied en de lijst van de gemeenten waarvan het grondgebied zich geheel of gedeeltelijk over bedoeld gebied uitstrekt;

c. een bibliografisch onderzoek betreffende de bestaande toestand;

d. een beschrijving van de op basis van de beschikbare data opgemaakte aanvankelijke staat van het betrokken hydrografische net;

e. een overzicht van de lokale belangen of problemen die voor de uitwerking van een riviercontract pleiten;

f. de verbintenis van de gemeenteraad(raden) betreffende de geest van het riviercontract zoals in hoofdstuk I omschreven en betreffende het overzicht van de gezamenlijke lokale doelstellingen en belangen;

g. het advies van de bestendige deputatie(s) over het dossier indien de provincie ontvangende partij is;

h. de aard en de resultaten van het geheel van de reeds aan de gang zijnde raadplegingen;

i. de bestaande lokale organen die bereid zijn als bemiddelaar op te treden voor de uitwerking van het contract, en hun middelen (logistieke, technische, wetenschappelijke, financiële,...) steunen;

j. een voorstel van ontwerper(s) en de elementen die het voorstel verantwoorden.

1b. Voorbereiding van een onderzoeksovereenkomst

Op basis van het volledige dossier maakt het Bestuur, in samenwerking met de initiatiefnemer, een ontwerp van onderzoeksovereenkomst op aangaande de uitwerking van het ontwerp van riviercontract.

Om in aanmerking te komen dient het ontwerp van overeenkomst aan volgende voorwaarden te beantwoorden :

a. de ontwerper aanduiden;

b. de rol beschrijven van de ontwerper wiens eindopdracht erin bestaat een ontwerp van riviercontract uit te werken, en de haalbaarheid, de instelling en de uitvoering ervan te onderzoeken;

c. de medewerkingswijzen van de belanghebbende partijen omschrijven alsook de algemene methodenleer die toegepast zal worden;

d. de werkgebieden bepalen waarop het riviercontract betrekking zal hebben;

e. het in het kader van de onderzoeksovereenkomst te verwezenlijken programma vaststellen en de planning bepalen;

f. de samenstelling voorstellen van het riviercomité wiens opdracht erin bestaat :

— voor de goede uitvoering van de overeenkomst te zorgen waarvan het het bestuursorgaan is;

— het zoeken naar gezamenlijke oplossingen voor de uitwerking van het riviercontract aan te moedigen;

g. begrotingsramingen vastleggen;

h. de financieringsbronnen alsook de bijdrage van elke intekenaar (exclusief inbreng in natura) vermelden, (zie hoofdstuk III);

i. de duur van de opdracht (maximum drie jaar) en de jaarlijkse indeling van de begroting bepalen;

j. in een voor het beheer van de overeenkomst specifieke boekhouding voorzien.

Het riviercomité is samengesteld uit de vertegenwoordigers van de bij de uitwerking van het riviercontract betrokken partijen.

Het comité kan met name bestaan uit vertegenwoordigers van :

— de Watercommissie;

— de betrokken gemeente(n);

- de betrokken provincie(s);
- de bevoegde besturen en instellingen;
- de lokale belanghebbenden.

— Zodra de gemeente(n) en de initiatiefnemer met het overeenkomstontwerp hebben ingestemd, worden het voorbereidend dossier en het overeenkomstontwerp bij de Minister ingediend.

2° Goedkeuring van het ontwerp van onderzoeksovereenkomst :

De Minister tot wiens bevoegdheden Water behoort, legt de Watercommissie het ontwerp van overeenkomst voor advies voor.

Op basis van het door het bestuur opgemaakte verslag en van het door de Commissie uitgebracht advies kan de Minister, binnen de perken van de begrotingsmogelijkheden van het Gewest, het ontwerp van onderzoeksovereenkomst en de aanduiding van de ontwerper goedkeuren.

3° Uitvoering van de overeenkomst :

Het riviercomité wordt door de ontwerper aangesteld binnen zestig dagen te rekenen vanaf de betekening van de onderzoeksovereenkomst door de Minister. Het comité kiest een voorzitter uit zijn midden en stelt zijn reglement van inwendige orde vast.

Het comité vergadert ten minste drie keer per jaar.

De ontwerper doet elk lid van het riviercomité om de vier maanden een tussenverslag toekomen, met een beschrijving van de evolutie van het onderzoek en een opsomming van de tegengekomen problemen.

Elk verslag wordt door het riviercomité goedgekeurd.

Na afloop van de overeenkomst legt de ontwerper een eindverslag en een ontwerp van riviercontract voor : het verslag en het ontwerp worden door het riviercomité goedgekeurd. Er wordt aan elk lid van het riviercomité een afschrift van de stukken overhandigd terwijl vier afdrucken naar het bestuur worden gestuurd.

Het door de ontwerper opgestelde ontwerp van riviercontract houdt met name rekening met de na ruim overleg tussen alle belanghebbende partijen binnen het riviercomité gesloten akkoorden.

Het ontwerp van riviercontract :

- wijst op de verschillende lokale gebruiken met betrekking tot de waterloop en zijn onmiddellijke omgeving, alsook op de met deze gebruiken gepaard gaande belangen;

- somt de met de aquatische wereld en diens leefmilieu in het betrokken gebied verbonden waardevolle elementen op;

- bevat een inventaris en een hiërarchische indeling van de binnen het betrokken gebied bestaande hinderen die een weerslag op het leefmilieu hebben;

- somt alle in overleg aangenomen voorstellen op zowel op curatief (oplossingen voor bestaande hinderen) als op preventief gebied (behoud en bescherming van de waardevolle elementen);

- legt het programma van de acties vast waarvoor overeenkomsten werden bereikt, met voor elke actie : de beoogde doelstelling(en), de vereiste middelen (menselijke, technologische, reglementaire, ...), de financiële behoeften, de financieringsvastleggingen, de planning en het dringende karakter;

- bepaalt de samenstelling van het follow-up-comité dat voor de uitvoering van het contract zorgt;

- bevat een bewustmakingsprogramma voor het publiek en de schoolinstellingen, met name inzake de rechten en plichten van iedereen t.o.v. de beoogde doelstellingen.

4° Ondertekening van het riviercontract :

Het riviercontract wordt ondertekend door alle particuliere en publiekrechtelijke belanghebbenden die zich in het kader van hun bevoegdheid ertoe verbinden de in het contract vastgestelde doelstellingen binnen een redelijke termijn te bereiken.

De bevolking kan het riviercontract bij de betrokken gemeentebesturen raadplegen. Het riviercomité zorgt ervoor dat het contract op grote schaal wordt bekendgemaakt.

5° Instelling van een follow-up-comité en uitvoering van de aangegane verbintenissen :

Het naleven van de door de verschillende ondertekenaars aangegane verbintenissen en de coördinatie van de acties behoort tot de opdracht van een door het riviercomité opgericht follow-up-comité dat voor een evenwichtige vertegenwoordiging van de verschillende belanghebbenden instaat. Zodra het follow-up-comité opgericht is, wordt een einde gemaakt aan de opdracht van het riviercomité.

De verbintenissen worden uitgevoerd na ruim overleg.

Het follow-up-comité is ermee belast samen met de betrokken gemeenten een jaarlijks verslag op te stellen over de evolutie van de toepassing van het contract. Daartoe wijst het op de verrichte aanlegwerkzaamheden, op de tijdens het afgelopen jaar genomen maatregelen alsook op de voorspellingen voor het lopende jaar.

HOOFDSTUK III — *Financiering van de onderzoeksovereenkomst*

De financiering van de onderzoeksovereenkomst kan ten laste komen van :

- het Waalse Gewest;

- de provincie(s);

- de gemeente(n);

- elke andere partner die het ontwerp financieel wenst te steunen.

De globale tussenkomst van het Gewest beperkt zich voor de duur van het contract tot het totaal van de daarvoor door de gemeente(n) bestemde bedragen, met een maximumbedrag van 3,5 miljoen FB.

Brussel, 18 maart 1993.

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. Lutgen,